de défense personnelle, a, par la nécessité de sa position, occasionné les fractures dont nous venons de parler, et s'il n'a pas été lui-même blessé, il sera contraint de payer la moitié de la composition ordonnée, selon que la gravité de la faute l'exigera, suivant l'appréciation du juge.

TITRE XLIX.

DES ANIMAUX QUI CAUSENT DU DOMMAGE DANS UN CHAMPS CLOS, OU DES CHEVAUX ERRANTS.

ARTICLE PREMIER.

Il est bien reconnu qu'il importe à l'avantage et au repos de tous, qu'il existe des règlements généraux qui embrassent tous les cas particuliers, afin que les comtes (1) et les préposés des provinces, pourvus d'instructions suffisantes, ne soient pas embarrassés pour rendre leurs jugements. Si quelqu'un, à cause du dommage qu'ils lui ont causé, a conduit et renfermé dans sa maison des chevaux, des bœufs, ou des animaux quelconques, appartenant à son voisin ou à son copropriétaire, et s'il arrive que ces animaux périssent dans un incendie, avant que l'express chargé d'avertir le maître de ces animaux soit parvenu à sa destination, celui qui les a renfermés ne devra payer que la moitié de la valeur de ces animaux, et rien au-delà.

ART. 2.

Lorsque des animaux auront été renfermés, et retenus pendant un jour et une nuit, si celui qui les a retenus n'en a pas donné avis au maître de ces animaux, auteur du dommage qu'ils

(1) Les comtes, chez les Bourguignons, comme les *Graphions* chez les Francs, étaient des juges sous la présidence de qui se rendait la justice. Chaque province avait son comte, qui présidait en temps de paix à l'administration de la justice, et qui, en temps de guerre, se mettait à la tête des combattants que cette province fournissait. Les *preposés*, dont le nom a donné naissance à celui des *prevôts*, étaient des juges envoyés pour rendre la justice dans les diverses parties du royaume.